

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-ambassadeur-espagnol-a-recu-des-instructions-pour-soutenir-le-coup-d-Etat-contre-le-Venezuela>

L'ambassadeur espagnol a reçu des instructions pour soutenir le coup d'Etat contre le Venezuela

- Empire et Résistance - Union Européenne - Espagne -
Date de mise en ligne : mercredi 24 novembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le nouveau gouvernement espagnol a déclanché un orage politique en accusant celui de José María Aznar d'être le seul, avec celui de Bush, à avoir approuver le coup d'Etat contre Hugo Chávez du 11 avril 2002.

Par [Página 12](#)

25 novembre le 2004

[Leer en español](#)

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-277.jpg>] Hugo Chávez en visite en Espagne a été déclaré hôte d'honneur. Mais tout a été éclipsé par l'échange verbal entre les principaux partis après que le chancelier espagnol, Miguel Angel Moratinos, ait accusé l'ancien gouvernement conservateur d'avoir soutenu le coup d'Etat contre Hugo Chávez en avril 2002. "Sous le gouvernement précédent, chose inconnue dans la diplomatie espagnole, l'ambassadeur a reçu des instructions de soutenir le coup d'Etat", a indiqué Moratinos dans une émission de télévision. Ses mots ont été confirmés par Chávez même, qui a affirmé toutefois que cette affaire est "du passé".

Ainsi, quelques heures après que le président vénézuélien ait assuré que "ce fut certain" que le gouvernement espagnol précédent conservateur du Parti Populaire (PP), actuellement dans l'opposition, a soutenu le coup d'État contre lui. "Je n'ai pas doute que c'était vrai. Cela fut une grave erreur du gouvernement précédent", a affirmé le dirigeant vénézuélien, qui répondait aux questions de la presse sur les déclarations de Moratinos, qui a assuré hier que l'ambassadeur espagnol avait reçu des instructions pour approuver la tentative de coup d'état à Caracas. Chávez a expliqué que, quand l'insurrection s'est produite, "l'ambassadeur espagnol a filé rapidement" et il est apparu avec son homologue Américain, "seulement eux deux", a-t-il souligné. Ensuite, il a regretté la manoeuvre de la gestion de José María Aznar parce que "il ne représentait pas le sentiment du peuple espagnol ni du roi" d'Espagne. Chávez a fait l'objet d'un coup d'État le 11 avril 2002 qui l'a éloigné du pouvoir pendant 48 heures jusqu'à l'échec du gouvernement transitoire conduit alors par le responsable de la direction patronale, Pedro Carmona. Menée par l'opposition qui cherchait à couper son mandat qui finit en 2006.

Moratinos devra expliquer ses déclarations devant le Parlement. Ses déclarations ont donné lieu à une série de réactions, en commençant par le successeur d'Aznar à la tête du Parti Populaire (PP, droite), Mariano Rajoy, qui a exigé de Chávez, auquel il s'est référé comme le "colonel" et à aucun moment comme "président", qu'il "cesse ses accusations graves avant d'abandonner notre pays". "Nous exigeons du président du gouvernement d'Espagne qu'il réfute ce qui est affirmé par son ministre", a ajouté Rajoy, en demandant à José Luis Rodríguez Zapatero que "soit mise en question l'aptitude" du chancelier. Zapatero a dit que des explications seront données devant le Congrès.

Chávez avait entamé sa journée par une visite au Sénat et à la Mairie de Madrid, où le maire, Alberto Ruiz Gallardón, seul membre du PP avec lequel Chávez s'est réuni pendant son séjour en Espagne, l'a déclaré ensuite hôte d'Honneur. De retour au palais de El Pardo, où il s'est réuni avec le président du puissant syndicat patronal espagnole (CEOE), José María Grottes, et les responsables de certaines des plus grandes entreprises, comme Repsol-YPF, Pedro Brufau ; Telefonica, César Alierta ; le directeur général consultatif de Santander Central hispano (SCH), Francisco Luzón, et José Séville, de la Banque Bilbao Biscaye Argentaria (BBVA). Le patronat hispanique a insisté sur la nécessité pour "le Venezuela d'entrer dans un chemin de stabilité institutionnelle et régulatrice qui donne des garanties au bon développement des relations économiques entre les deux pays". Cuevas a réclamé à Chávez qu'il développe le dialogue social au Venezuela, spécialement avec Fedecámaras.

Le président vénézuélien a avancé l'heure prévue de cette réunion pour pouvoir se rendre ensuite à Tolède, invité

L'ambassadeur espagnol a reçu des instructions pour soutenir le coup d'Etat contre le Venezuela

par le ministre de Défense espagnol, José Bono, à visiter la ville et l'académie d'infanterie. Chávez, l'ex lieutenant colonel de l'armée, qui a conduit en février 1992 un coup d'Etat contre le président Carlos Andres Pérez, a été reçu dans l'académie militaire avec des honneurs de chef d'État et a reçu comme hommage une épée toledana, reproduction de celle de l'empereur Carlos V. Dans la capitale de Castilla-La Mancha, Chávez s'est déclaré "heureux" de visiter cette ville avec un "parfum d'histoire, de gloire et de grandeur" où "on respire la légende de soldats", c'est pourquoi il a dit se sentir "comme poisson dans l'eau" parce que "j'office comme président, mais je suis un soldat". Le chef d'état vénézuélien a passé au moins deux heures à Tolède. A son retour de Tolède il avait prévu de se réunir pour la seconde fois avec Zapatero, avec lequel a assuré qu'il existe "une très bonne alchimie " et il lui a fait éloge par son "révolutionnaire" discours social.

Chávez est parti hier en direction de la Libye, pour poursuivre ensuite vers le Qatar, la Russie et l'Iran, d'où il retournera à Madrid pour une escale technique, le 30 novembre, pendant laquelle il dînera avec le roi d'Espagne, actuellement en tournée sur le continent américain.

Traduction de l'espagnol pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi